



TEMPLATE for the submission of completed paper session

① Please fill the template and send it back to Adriana Ramos, adriana.ramos@hesge.ch

① **Deadline for submission: 26th February 2021**

First part: PAPER SESSION

Title of the session

Différences régionales en matière d'offres de formation, de conditions d'admission et de parcours de formation en Suisse : sources, gouvernance et impacts

Regionale Differenzen in den Bildungsangeboten, Zulassungsbedingungen und Bildungsverläufen in der Schweiz: Ursprünge, Governance und Folgen

Name, surname and institutional affiliation of the organizer(s) of the paper session

Regula Julia Leemann, Pädagogische Hochschule FHNW

Irene Kriesi, Eidgenössisches Hochschulinstitut für Berufsbildung

Number of accepted contributions

Cliquez ou appuyez ici pour entrer du texte.

Abstracts of the session: 500 words max. + keywords

Ces dernières années, les différences régionales ou cantonales en matière d'offres de formation, de conditions d'admission et de parcours de formation ont fait l'objet croissant de débats et d'analyse. Différentes problématiques ont retenu l'attention, dont l'hétérogénéité des offres concernant « l'éducation et l'accueil des jeunes enfants (EAJE) », les disparités de répartition des élèves entre formation générale et professionnelle dans les filières post-obligatoires, les déséquilibres régionaux des offres de formations professionnelles supérieures ou les diverses conditions d'admission aux hautes écoles cantonales. L'objectif de ce workshop est d'étudier les phénomènes de différences régionales dans la formation en Suisse à la lumière de trois aspects : (1) les sources et les causes, (2) la gouvernance et (3) les impacts sur l'individu et la société, en particulier pour la justice sociale.

Dans un système de formation fortement fédéralisé, le *premier aspect* s'intéresse aux réglementations politiques dans le champ des offres de formation et des conditions d'admission à l'échelle cantonale, à leurs racines historiques et aux réformes. Il englobe également les distinctions socioculturelles sous-tendant la valence des différentes formes de formation ou de l'accueil extra-familial, mais aussi les structures économiques et les évolutions sociodémographiques dans les différentes régions. *Quels éclairages une perspective inspirée des sciences sociales apporte-t-elle sur les disparités régionales et cantonales quant aux offres de formation et à leur accès ?*

Le *second aspect* examine le pilotage des diverses offres de formation dans les régions. On prendra ici en compte les compétences, marges d'action, objectifs, stratégies et justifications des acteurs et actrices du pilotage. *Quelles approches des sciences sociales permettent de comprendre la coordination de l'action des*

acteurs dans la 'production' des offres et des accès inégaux en matière de formation ? Quels conflits et controverses de la politique éducative et de la société peut-on reconstruire ?

Le *troisième aspect* porte sur les impacts des disparités régionales dans les possibilités de formation. En plaçant sous l'angle de la justice éducative, et par conséquent aussi de la justice sociale, on se demandera dans quelle mesure ces différences se traduisent par des inégalités de perspectives éducatives et de parcours de formation en fonction du lieu de résidence des jeunes et, le cas échéant, comment elles peuvent renforcer ou amortir les inégalités éducatives corrélées à des critères sociaux dans les entités sociogéographiques étudiées. *Quelles structures de formation régionales favorisent les parcours débouchant sur l'obtention d'un diplôme du degré secondaire II ou du degré tertiaire ? Quels facteurs accroissent les inégalités genrées ou sociales en matière de formation dans les différents cantons ? Dans quelles conditions les spécificités régionales déterminant les choix de formation renforcent-elles ou atténuent-elles les inégalités des chances en période de crise ?*

In den letzten Jahren sind die zwischen Regionen und Kantonen unterschiedlichen Bildungsangebote, Zulassungsbedingungen und Bildungsverläufe vermehrt thematisiert und problematisiert worden. Dies betrifft u.a. Differenzen im Angebot der «Frühkindlichen Bildung, Betreuung und Erziehung (FBBE)», Diskrepanzen in der Verteilung der Schüler*innen im nachobligatorischen Bereich auf die Allgemeinbildung und Berufsbildung, regional ungleiche Angebote im Bereich der höheren Berufsbildung oder unterschiedliche Zugangsbedingungen zu den kantonalen Hochschulen. Das Ziel dieses Workshops ist es, solche Phänomene regionaler Differenzen von Bildung in der Schweiz bezüglich drei Aspekten zu untersuchen: (1) den Ursprüngen und Ursachen, (2) der Governance, (3) den gesellschaftlichen und individuellen Folgen, besonders auch für die soziale Gerechtigkeit.

Der *erste Aspekt* betrifft im stark föderal organisierten Bildungssystem die politischen Regulierungen bezüglich Bildungsangeboten und Zulassungsbedingungen auf kantonaler Ebene sowie deren historische Wurzeln und Reformen. Im Weiteren sind soziokulturelle Differenzen in Bezug auf Wertigkeiten von unterschiedlichen Formen der Bildung oder von familienexterner Betreuung, aber auch wirtschaftliche Strukturen oder soziodemografischen Entwicklungen in den Regionen zu berücksichtigen. *Wie können aus einer sozialwissenschaftlich inspirierten Perspektive solche regionalen und kantonalen Differenzen im Angebot von Bildung und im Zugang erklärt werden?*

Der *zweite Aspekt* fragt nach der Steuerung der regional unterschiedlichen Bildungsangebote. Dazu sind die Zuständigkeiten, Handlungsspielräume, Zielsetzungen, Strategien und Rechtfertigungen der steuerungsrelevanten Akteure in den Blick zu nehmen. *Welche sozialwissenschaftlichen Zugänge erlauben es, die Handlungskoordination zwischen den Akteuren in der 'Herstellung' der ungleichen Bildungsangebote und -zugänge zu verstehen? Welche bildungspolitischen und gesellschaftlichen Konflikte und Dispute können rekonstruiert werden?*

Der *dritte Aspekt* interessiert sich für die Folgen regional differenter Bildungsmöglichkeiten. Insbesondere ist aus der Perspektive von Bildungsgerechtigkeit und damit auch sozialer Gerechtigkeit zu fragen, inwiefern diese Differenzen zu Ungleichheiten in den Bildungschancen und Bildungslaufbahnen in Abhängigkeit vom Wohnort führen und ggf. Bildungsungleichheiten nach sozialen Merkmalen in den untersuchten soziogeografischen Einheiten verstärken oder abschwächen. *Welche regionalen Bildungsstrukturen befördern Bildungslaufbahnen, die zu einem erfolgreichen Abschluss auf Sekundarstufe II oder Tertiärstufe führen? Welche Faktoren führen zu einer Vergrößerung von Bildungsungleichheiten nach Geschlecht oder Herkunft im interkantonalen Vergleich? Unter welchen Bedingungen verschärfen regionsspezifische Bildungsmöglichkeiten in Krisenphasen die Bildungsungleichheit bzw. schwächen diese ab?*

Please specify if you need more than one slot for your paper session: we plan 3-4 contributions per 1h30 slot

Second part: CONTRIBUTIONS

Session 1: Lower secondary education

Tuesday 29 June, 10:45 – 12:15

Title of contribution I

Parcours scolaires, réformes éducatives et offre de formation dans trois cantons en Suisse romande. Une analyse longitudinale

Names, surnames and affiliations of contribution I

Georges Felouzis et Samuel Charmillot

Université de Genève

Abstract of contribution I (500 words max.)

Cette proposition se situe dans l'axe 3 de l'appel à projet portant sur l'impact des différences régionales de formation sur la justice sociale. Elle est basée sur une recherche soutenue par le FNS (SNF 100019_156702) sur les réformes de l'enseignement secondaire obligatoire dans trois cantons suisses. Dans les années 2010, trois cantons ont réformé l'organisation du secondaire 1 (de la 9^e à la 11^e) dans la perspective affichée de limiter les inégalités d'apprentissage et d'orientation. Le canton de Genève est passé d'un système comportant deux filières à un système à trois filières. Le canton de Vaud a remplacé un système à trois filières par un système à deux filières. Le canton du Valais a généralisé un système de classes hétérogènes avec groupes de niveaux à l'ensemble des établissements.

Cette diversité des politiques éducatives pour organiser l'enseignement secondaire obligatoire sera analysé ici dans ses conséquences. Quel type d'organisation des filières dans le secondaire 1 produit quelles inégalités d'apprentissage, de parcours scolaire et de diplomation ?

Les recherches sur l'impact des modes de regroupement des élèves au sein des écoles s'accordent sur le fait que les systèmes filiarisés ne sont pas particulièrement efficaces et tendent à renforcer les inégalités entre élèves (Woessmann, 2009). Pour Gamoran et al. (1995), regrouper les élèves dans des filières homogènes en fonction de leur niveau académique devrait permettre de mieux prendre en compte les différences académiques entre pairs, notamment en proposant un enseignement adapté. Toutefois, cette logique a ses limites, car la sélection des élèves en fonction de leur niveau académique tend à produire une sélection selon des critères sociaux et culturels (Felouzis & Charmillot, 2017).

Au plan empirique, nous mobilisons une approche quantitative centrée sur le suivi de cinq cohortes d'élèves : deux cohortes avant la réforme (Genève et Vaud) et trois cohortes après la mise en œuvre de la réforme (environ 25 000 élèves en tout).

L'objectif est de comparer ces cinq cohortes sur le plan des parcours des élèves au secondaire 1 et de la ségrégation inter-classe et inter-établissement. Il s'agit d'abord d'explorer le lien entre le type de système, le degré de ségrégation de chaque système et les parcours des élèves.

Nous analysons ensuite, à partir de régressions multiples et logistiques, l'impact des parcours et du degré de ségrégation sur deux dimensions de la scolarité : les compétences à la fin du secondaire 1 et les orientations dans le secondaire 2.

Nous établissons d'abord que les systèmes les moins ségrégatifs sont aussi les moins inégalitaires en termes d'acquis scolaires. Nous montrons ensuite que la tendance dans les deux cantons où une comparaison temporelle est possible est à plus d'orientation dans la filière gymnasiale dans le post-obligatoire. Enfin, une

analyse en fonction des acquis en fin de primaire montre que les élèves les plus impactés par l'organisation du secondaire 1 sont les élèves moyens-faibles et d'origine sociale modeste.

Keywords of contribution I

Parcours scolaires ; secondaire 1 ; réformes éducatives ; comparaison cantonale ; analyse longitudinale

Title of contribution II

Pilotage d'une réforme structurelle du secondaire 1 à Neuchâtel : les marges d'action des directions d'établissement

Names, surnames and affiliations of contribution II

Kilian Winz Wirth

Université de Genève

Abstract of contribution II (500 words max.)

Problématique

Le gouvernement du canton de Neuchâtel (Suisse) a entamé une profonde réforme structurelle du secondaire 1 en 2014. Cette réforme poursuivait plusieurs objectifs, mais principalement celui de proposer un système moins inégalitaire avec une justice sociale plus grande. Initialement, le système scolaire était organisé en trois filières : filières à exigences élevées (dite maturité), filière à exigences moyennes (dite moderne) et filières à exigences basses (dites préprofessionnelle). Avec les réformes, les politiques ont adopté un système de classes hétérogènes avec des groupes de niveau dans certaines disciplines ; autrement dit, un système d'intégration à la carte (Mons, 2007).

Nombreux sociologues de l'éducation (Lessard & Carpentier, 2015 ; Mégie, 2014) ont mis en lumière un découplage important dans le cadre de réformes structurelles. En s'inscrivant pleinement à la suite des travaux de Lipsky (1980) et le pouvoir discrétionnaire des acteurs, cette communication met en lumière les marges d'action et les façons dont les directions d'établissement se réapproprient les directives politiques. Dans le cadre de cette communication, nous répondrons aux questions suivantes : comment les directions d'établissement (acteurs locaux) se réapproprient le cadre directif d'une réforme structurelle ? Comment ces individus justifient leurs actions et quelles sont leurs stratégies ? Dans quelle mesure les contraintes institutionnelles et l'identité d'établissement pèsent sur les choix des directions scolaires ?

Corpus

Pour cette étude, une septantaine d'entretiens semi-directifs ont été menés avec différents acteurs éducatifs entre janvier et mai 2019. Pour cette communication, nous mobilisons la dizaine d'entretiens réalisés avec des directions scolaires. La cohorte regroupe divers établissements scolaires aux profils socioéconomiques variés. Les entretiens ont été analysés avec le logiciel AtlasTi en procédant à une analyse thématique.

Résultats et éléments de discussions

Les résultats des analyses ont montré d'importantes différences de pilotage et d'implémentation de la réforme : les sources explicatives sont plurielles. Tout d'abord, le contexte socio-économique dans lequel

l'établissement est intégré conditionne fortement la mise en œuvre. : Dans un contexte urbain avec un environnement décrit comme défavorisé et une population de l'établissement en proie à des difficultés financières, la direction a décidé de privilégier certains aspects de la politique tout en ne mettant pas en œuvre d'autres mesures pensées lors de la fabrication de la politique. Dans un autre établissement rural comptant un faible nombre d'élèves, la direction n'adopte pas certaines mesures les jugeant pas adaptées au contexte qui est le leur.

Cette communication met en lumière qu'en matière de gouvernance et pilotage d'une réforme structurelle, d'importantes disparités sont présentes au sein même d'un seul canton ; cette diversité et ces marges d'action interrogent sur les disparités en matière d'offre de formation pour les élèves.

Keywords of contribution II

Politiques éducatives ; réforme structurelle ; directions scolaires

Title of contribution III

Kantonale Unterschiede in der Governance der Transition Primarstufe - Sekundarstufe I

Names, surnames and affiliations of contribution III

Sandra Hafner

Professur für Bildungssoziologie, Pädagogische Hochschule FHNW

Abstracts of contribution III (500 words max.)

Thema

Seit Längerem werden in der Schweiz die kantonal unterschiedlichen Anteile von Jugendlichen in den Bildungswegen der Sekundarstufe II (Gymnasium, Fachmittelschule, berufliche Grundbildung) medial und bildungspolitisch thematisiert. Da nicht von kantonal variierender Leistungsfähigkeit ausgegangen werden kann, verweisen die unterschiedlich grossen Anteile von Jugendlichen in diesen Bildungswegen auf kantonal ungleiche Bildungschancen (SKBF, 2018, S. 141).

Die unterschiedlichen Anteile von Jugendlichen in den Bildungswegen der Sekundarstufe II werden massgeblich durch den Übergang von der Primar- in die verschiedenen Leistungsniveaus der Sekundarstufe I vorstrukturiert, die unterschiedliche Zugangschancen in die Bildungswege der Sekundarstufe II bieten (Buchmann et al., 2016). Der Übergang Primarstufe - Sekundarstufe I steht daher im Fokus dieses Beitrags. Er nimmt die kantonal unterschiedlichen Übertrittsquoten beim Übergang von der Primarstufe in die Sekundarstufe I aus einer institutionellen Perspektive in den Blick und fragt nach der Steuerung bzw. den Verteilungsregeln und -prozessen dieser (kantonal variierenden) Transition.

Zielsetzung und Fragestellung

Der Beitrag untersucht aus einer Governance-Perspektive anhand von zwei Kantonen, wie die Transition Primarstufe - Sekundarstufe I gesteuert bzw. reguliert, organisiert und legitimiert wird. Konkret wird nach den (a) kantonalen Angebotsstrukturen und deren Verteilungsregeln, (b) den Zuständigkeiten, Zielsetzungen, Strategien und Rechtfertigungen der steuerungsrelevanten Akteure, und (c) den sich in der jährlichen Umsetzung der Transitionen ergebenden Spannungsfeldern und Lösungsversuchen gefragt.

Erkenntnisstand

Der Übergang von der Primar- in die Sekundarstufe I erfolgt in der Schweiz nach 8 Schuljahren (EDK, 2019). Die Primarschule verteilt die Jugendlichen in Bildungsgänge mit unterschiedlichen Leistungsanforderungen auf der Sekundarstufe I. Dabei werden je nach Kanton und/oder Gemeinde unterschiedliche Strukturmodelle umgesetzt (ebd.). Mehrere Kantone führen den anspruchsvollsten Leistungszug als Langzeitgymnasium. Die Zuweisung zu den Leistungsniveaus erfolgt u.a. auf Basis kantonal variabler Kriterien wie Leistungsbeurteilungen, Notendurchschnitten, Empfehlungen der Lehrperson, Wünschen der Erziehungsberechtigten oder im Falle des Langzeitgymnasiums mancherorts über eine Aufnahmeprüfung (Neuenschwander et al., 2012, S. 104f.). Wie die kantonal unterschiedlichen Übertrittsquoten aus institutioneller Perspektive reguliert, organisiert und legitimiert werden, ist empirisch bisher nicht erforscht.

Theoretischer Rahmen

Die Governance der Transition Primarstufe – Sekundarstufe I wird mit dem theoretischen Instrumentarium der Soziologie der Konventionen analysiert. Dieser Ansatz ermöglicht, die Handlungskoordination zwischen den Akteuren und die entstehenden Spannungsfelder zu untersuchen, plurale Legitimationen und Wertigkeitsmassstäbe zu verorten und aufkommende Kritik sowie Lösungsversuche zu analysieren.

Methodisches Vorgehen

Die Datengrundlage stellen Dokumente (Reglemente, Berichte, interne Dokumente, Informationsmaterialien) und Interviews mit steuerungsrelevanten Akteuren dar, die im Rahmen des vom SNF geförderten Projektes (SNF 10001A_188906) erhoben werden. Die qualitativ-rekonstruktive Analyse erfolgt vor dem erkenntnistheoretischen Hintergrund der Soziologie der Konventionen.

Schlussfolgerungen

Der Beitrag stellt vorläufige Analysen auf Basis von zwei ersten, laufenden kantonalen Fallstudien vor. Erste Ergebnisse zeigen, dass die Governance der Transition Primarstufe-Sekundarstufe I durch verschiedene Instrumente und Verfahren wie z.B. Mindestnotenwerte für den Übertritt, mediale Publikation erwünschter Übertrittsquoten, Informationsschreiben sowie Weiterbildungs- und Rückmeldeveranstaltungen für Lehrpersonen erfolgt. Dabei kommen verschiedene Steuerungsmechanismen wie etwa Quantifizierung, Visualisierung und Performanzprüfung sowie inner- und interkantonale Vergleiche und Rechenschaftslegung zum Zug. Zudem lässt sich die Entstehung von Spannungsfeldern rekonstruieren, die aus unterschiedlichen Wertehaltungen von bildungspolitischen Entscheidungsträgern und Akteuren der Schulbehörden entstehen.

Keywords of contribution III

Sekundarstufe I; Transition; Übertrittsquoten; Educational Governance; Bildungssteuerung

Title of contribution IV

How private and public actors counter the economization of educational transitions to Gymnasium in Zurich

Names, surnames and affiliations of contribution IV

Itta Bauer, Carlotta Reh and Sara Landolt

Department of Geography, University of Zurich

Abstracts of contribution IV (500 words max.)

Our paper focuses on the city of Zurich as a marketplace of education at the threshold to *Langzeitgymnasium*, a prestigious secondary school track for high-performing students after year 6. In our view, this local educational landscape is an interesting example for two reasons: First, the transition to *Gymnasium* (*Langzeit-* and *Kurzzeitgymnasium*) is regulated by a restrictive governance practice that installed a central entrance examination to *Gymnasium* which is hard to pass even for very talented students without intensive preparation. Second, the contest for the limited places at *Gymnasium* nourishes a market of private supplementary training programmes and contributes to increase social inequalities. The educational practice of restricting the access to a particular public school track and the accompanying private market effects are quite particular conditions within the federal Swiss educational system that is known for its regional differences and strong correlations between the students' economic or cultural capital and their educational trajectories.

Based on international research on the roll-out of neoliberal ideas in education (e.g. Cohen 2020; Connell 2013; Lipman 2017; Tett & Hamilton 2019), we argue that the interplay of private educational markets and public institutions scaffolding the governance frameworks of education in the first place is an underestimated prerequisite for market logics, which have recently been stealing into public education and boosting shadow education particularly tackling the threshold to *Gymnasium* in Zurich.

The paper is part of a wider research project financed by the SNF on "Young people's transition to *Gymnasium* and the role of private and public supplementary learning programs" addressing the various training programmes available to aspiring students preparing for the entrance examination to *Langzeit-* and *Kurzzeitgymnasium*. Our focus in this paper is the threshold to *Langzeitgymnasium*. We inquire the perspectives of non-profit programmes provided by (a) public schools and (b) a private non-profit initiative. The two case studies are based on qualitative interviews with involved educational actors.

The focus is on two questions:

- (1)** In which ways do these educational actors confirm or contradict processes of an increasing infiltration of neoliberal market logics to the public education system and the tendency of growing privatization of educational aspirations in Zurich?
- (2)** Which views are represented concerning the argument that against the increasing boom of supplementary education, there are also emerging forms of pedagogic protectionism in the sense that aspiring students are supported by private non-profit or public learning programmes directed at decreasing the educational (and social) inequalities?

Whereas the two providers of extra-curricular learning certainly pursue different approaches concerning the quantitative and qualitative means of their courses, they both seem to offer an alternative to the increasing economization of educational transition. We are well aware that both non-profit providers embody the role of the seemingly inferior David who competes with mighty Goliath which we argue epitomizes the resourceful private market of supplementary teaching programmes. However, these public and private non-profit programmes and their engaged educators might actually make a difference in enhancing the opportunities of aspiring students in the competition for a place at *Langzeitgymnasium*.

Keywords of contribution IV

Educational transitions ; social inequalities; economization of education; Zurich

Session 2: Upper secondary education

Tuesday 29 June, 15:00 – 16:30

Title of contribution V

La formation professionnelle suisse entre cadre nationale et autonomies cantonales

Names, surnames and affiliations of contribution V

Lorenzo Bonoli et Jackie Vorpe

Institut fédéral des hautes études en formation professionnelle IFFP

Abstracts of contribution V (500 words max.)

Malgré le fait que le système suisse de formation professionnelle soit réglé depuis 1930 par une loi fédérale, les 26 cantons qui composent la Confédération helvétique jouissent d'une certaine marge de main-d'œuvre pour implémenter au niveau régional les dispositions fédérales (Bonoli 2012). Cela se traduit dans des différences parfois importantes entre les cantons, notamment en ce qui concerne la participation à une formation professionnelle duale dont les taux varient de 80% des jeunes de la classe d'âge 15-18 dans le canton d'Appenzell Intérieur à 21% dans le canton de Genève (Berner & Bonoli 2018). Comment comprendre une telle situation ? Comment un système national peut-il tolérer de telles différences ? A partir de quand apparaissent-elles ? Et quels facteurs peuvent expliquer leur émergence ?

Notre contribution va répondre à ces questions en deux moments. Tout d'abord, à partir d'une reconstruction historique du processus d'institutionnalisation du système de formation professionnelle suisse, il s'agira d'expliquer les conditions de possibilité institutionnelles des différences cantonales. Il s'agira notamment de montrer comment depuis les premières mesures de coordination nationale du domaine au tournant de 1900, la politique fédérale de la formation professionnelle a toujours laissé une marge de manœuvre importante aux cantons misant sur des « législations cadre » (Späni 2008 ; Gonon 2018), plutôt que sur des dispositions strictes qui auraient imposé des conditions semblables sur tout le pays.

Une fois explicitées les conditions de possibilité institutionnelles de telles différences notre contribution s'interrogera sur les facteurs (économiques, pédagogiques, politiques et socio-culturels) qui ont pu contribuer à l'affirmation de ces différences. Sur la base d'une analyse de l'évolution de la formation professionnelle en Suisse et dans trois cantons (ZH, GE, TI) dans la période décisive de l'évolution de la formation professionnelle suisse constituée par les années 1950-1970, il sera possible de faire ressortir une série de facteurs qui ont fortement influencés les politiques cantonales et qui s'offrent comme élément d'explication pour en comprendre les différences.

Les résultats qui seront présentés se basent sur une double analyse des sources historiques (Lois, messages, données statistiques, rapports, brochures, articles de presse etc.) publiées de 1880 à nos jours, avec un accent particulier sur la période 1950-1970 (SNF 179203). Ces sources nous permettent tout d'abord une reconstruction du processus d'institutionnalisation du domaine qui mettra l'accent sur la tension constante entre régulation fédérale et autonomie cantonale. Ensuite, au travers d'une analyse des discours (Keller 2011, Landwehr 2008), il sera aussi possible de relever les arguments principaux qui vont accompagner les prises de décision dans ce domaine dans les trois cantons (ZH, GE, TI) ici étudiés. Cette analyse nous permettra de montrer des différences parfois subtiles entre les politiques cantonales et les conceptions mêmes de la formation professionnelle.

De façon générale, notre approche nous permettra ainsi d'interroger l'unité du célèbre « modèle suisse » de formation professionnelle et montrant comment celui-ci se compose de sous-systèmes avec des politiques et des conceptions parfois sensiblement différentes.

Keywords of contribution V

Histoire ; Suisse ; formation professionnelle ; systèmes cantonaux ; fédéralisme

Title of contribution VI

Kantonale Disparitäten in den Berufsmaturitätsquoten – Die Rolle von Zulassungsbedingungen

Names, surnames and affiliations of contribution VI

Miriam Hänni, Irene Kriesi und Jörg Neumann

Eidgenössisches Hochschulinstitut für Berufsbildung EHB

Abstracts of contribution VI (500 words max.)

Die in den 1990er Jahren eingeführte Berufsmaturität (BM) ist heute im schweizerischen (Berufs-) Bildungssystem gut etabliert. 2018 haben knapp 16% der jungen Erwachsenen während (BM1) oder nach der beruflichen Grundbildung (BM2) eine Berufsmaturität absolviert. Am häufigsten schlossen 2018 Jugendliche im Kanton Tessin (21.9%) eine BM ab, am seltensten im Kanton Basel-Stadt (9.6%) (Bundesamt für Statistik (BFS), 2020). Diese Unterschiede sind nicht allein mit den verschiedenen kantonalen gymnasialen Maturitätsquoten oder dem unterschiedlichen Anteil Jugendlicher, die eine Berufsbildung absolvieren, erklärbar. So verbindet beispielsweise der Kanton Tessin eine hohe BM- mit einer hohen gymnasialen Maturitätsquote, während Basel-Stadt eine hohe gymnasiale Maturitätsquote, aber eine tiefe BM-Quote aufweist.

In der Literatur werden die Ursachen für solche Kantonsunterschiede in der zugeschriebenen Wertigkeit verschiedener Bildungswege (Hägi, 2019), divergierenden Angebots- und Opportunitätsstrukturen (Kost et al., 2017) sowie in der kantonalen Wirtschafts- und Arbeitsmarktstruktur (Glauser & Becker, 2016) verortet. Wir konzentrieren uns im vorliegenden Beitrag auf die Opportunitätsstrukturen in Form der Zulassungsbedingungen zu den Berufsmaturitätsschulen, für die die Kantone zuständig sind. Entsprechend unterscheiden sie sich zwischen den Kantonen beträchtlich. Wir untersuchen deshalb, wie kantonal unterschiedliche Zulassungsbedingungen die Wahrscheinlichkeit beeinflussen, eine Berufsmaturität (BM1 und BM2) zu absolvieren und erfolgreich abzuschliessen.

Theoretisch gehen wir davon aus, dass der Übergang in eine Berufsmaturitätsschule vom Zusammenspiel individueller und institutioneller Faktoren abhängt (Heinz, 2009; Walther, 2020), wobei die Zugangsregeln zur BM die Rahmenbedingungen der individuellen Bildungsentscheidungen vorgeben. Diese Zugangsregeln bieten unterschiedlich hohe Hürden. Während in gewissen Kantonen eine Aufnahmeprüfung bestanden werden muss, um Zugang zur Berufsmaturitätsschule zu erhalten, ist in anderen ein prüfungsfreier Zugang möglich, wenn ein bestimmter Notendurchschnitt erreicht wird oder die Empfehlung von Lehrpersonen vorliegt. Wieder andere Kantone setzen für den prüfungsfreien Zugang einen Vorbereitungskurs voraus. Jugendliche und junge Erwachsene stellen diese Opportunitätsstrukturen bei der Entwicklung von Bildungsaspirationen und beruflichen Zielen in Rechnung (Heckhausen & Buchmann, 2019). Vor diesem Hintergrund gehen wir davon aus, dass obligatorische Aufnahmeprüfungen die höchste Hürde darstellen für den Zugang zur Berufsmaturität und die BM-Quote deshalb mindern.

Unsere Analysen beruhen auf sämtlichen Jugendlichen, die 2012 die obligatorische Schule abgeschlossen und anschliessend eine berufliche Grundbildung mit eidgenössischem Fähigkeitszeugnis (EFZ) aufgenommen haben. Wir verknüpften diese *Längsschnittdaten im Bildungsbereich* des Bundesamtes für Statistik mit Indikatoren zu den kantonalen Zulassungsbedingungen zur BM1 respektive BM2.

Erste Resultate unterstreichen die Bedeutung der Zulassungsbedingungen. Lernende beginnen häufiger eine BM-Ausbildung in Kantonen mit prüfungsfreier Zulassung als in Kantonen mit einer obligatorischen Aufnahmeprüfung. Auf den erfolgreichen Abschluss haben die Zulassungsbedingungen hingegen kaum einen Einfluss.

Keywords of contribution VI

Berufsmaturität; kantonale Unterschiede; Zulassungsbedingungen; Opportunitätsstrukturen

Title of contribution VII

Zugangschancen zum Gymnasium auf der Sekundarstufe II – Zur Bedeutung von kulturellen, politischen und ökonomischen Faktoren sowie kantonalen Bildungsstrukturen und deren Folgen für die Bildungsgerechtigkeit

Names, surnames and affiliations of contribution VII

Regula Julia Leemann und Andrea Pfeifer Brändli

Professur für Bildungssoziologie, Pädagogische Hochschule FHNW

Christian Imdorf

Institut für Soziologie, Leibniz Universität Hannover

Abstracts of contribution VII (500 words max.)

Untersuchungsgegenstand

Der Bildungsförderalismus in der Schweiz (Gonon et al. 2016) erlaubt den Kantonen, bezüglich des Zugangs zum Gymnasium eigenständig über Angebotsstruktur und Verteilungsregeln bestimmen (MaagMerki 2016). Als Folge davon differiert der Gymnasialbesuch auf der Sekundarstufe II in den Kantonen zwischen 13% und über 30% und diese kantonalen Ungleichheitsverhältnisse sind trotz Wachstum des Gymnasialanteils ziemlich stabil geblieben sind (SKBF 2014). Diese verweist auf pfadabhängige Entwicklungen, basierend auf soziokulturellen und wirtschaftlichen Strukturen in den Kantonen. Diese stehen in Wechselwirkung mit regional unterschiedlichen Aspirationen der Familien (Glaser&Becker 2016; Brühwiler et al. 2014) sowie einer sozialräumlichen Varianz in der Nachfrage des Arbeitsmarktes an hochqualifizierten Absolvent*innen (Glaser&Becker 2016).

Forschungsstand, Fragestellung

Die bildungssoziologische Forschung hat sich bisher mit der Frage befasst, welche Merkmale der Schüler*innen den Zugang zum Gymnasium beeinflussen (für eine Übersicht Kriesi&Leemann 2020). Weibliche Jugendliche mit guten Schulnoten, die das Leistungsniveau mit erweiterten Anforderungen

besuchen (das strukturell die Zugangschancen determiniert!), deren Eltern einen hohen Bildungsabschluss erreicht haben und aus dem Ausland immigriert sind, sind im Vorteil.

Vernachlässigt wurden bisher folgende Fragestellungen, welche in diesem Beitrag untersucht werden:

- (1) Wie können die kantonal ungleichen Anteile im Gymnasialbesuch erklärt werden? Welche Rolle spielen kulturelle und wirtschaftliche Faktoren bei Kontrolle der individuellen Faktoren?
- (2) Welches sind die Folgen der kantonal ungleichen Anteile im Gymnasialbesuch für die Bildungsgerechtigkeit?
 - (2a) Wie beeinflussen die kantonalen Bildungsstrukturen auf Sekundarstufe I und II die Wahrscheinlichkeit, ins Gymnasium überzutreten?
 - (a) Verändern die Anteile im Leistungsniveau mit erweiterten Anforderungen auf Sekundarstufe I die Zugangschancen?
 - (b) Verändern die Anteile an Gymnasialbildung auf Sekundarstufe II die Zugangschancen?
 - (2b) Welche Folgen resultieren für die Bildungsungleichheiten nach Herkunft und Geschlecht?

Theoretischer Rahmen, Hypothesen:

(1): Die divergierenden Bildungskulturen zwischen der lateinisch- und der deutschsprachigen Schweiz (Geser 2003; Cattaneo&Wolter 2016), die vorherrschende politische Kultur (Rosenmund 2011) sowie das Ausmass der Beschäftigung im Dienstleistungsbereich sind für die unterschiedlichen Anteile im Gymnasialbesuch mitverantwortlich.

(2a) Ein tiefer Anteil SuS im Leistungsniveau mit erweiterten Anforderungen sowie ein hoher Anteil Gymnasialbildung in einem Kanton vergrössern die Zugangschancen der SuS aus dem Leistungsniveau mit erweiterten Anforderungen.

(2b) Bei einem hohen Anteil von SuS im Leistungsniveau mit erweiterten Anforderungen sowie bei einem tiefen Anteil an Gymnasialbildung auf Sekundarstufe II ist eine höhere Konkurrenz vorhanden (SKBF 2014). Sozial benachteiligte Familien verzichten auf den Gymnasialbesuch (Kosten-Nutzen-Risikoüberlegungen).

Daten, Methoden

Die Analysen erfolgen im Kontext des SNF 10001A_188906 mit den „Längsschnittanalysen in Bildungsbereich“ (LABB) des BFS. Mittels Mehrebenenanalysen untersuchen wir den weiteren Bildungsweg von Absolvierenden eines Erstabschlusses der Sekundarstufe I im Jahre 2012 (N= ca. 84'000) über einen Zeitraum von 24 Monaten in Abhängigkeit von individuellen (L1), gemeindespezifischen (L2) und kantonalen (L3) Faktoren.

Erste Ergebnisse

(1) Die kantonal ungleichen Anteile beim Übertritt ins Gymnasium können durch kulturelle, politische und ökonomische Faktoren der Kantone erklärt werden.

(2a) Die kantonal unterschiedlichen Anteile im Leistungsniveau mit erweiterten Anforderungen und an Gymnasialbildung führen zu kantonal ungleichen Zugangschancen.

(2b) Die Ungleichheit nach Herkunft (soziale Herkunft/Nationalität) verändert sich – im Gegensatz zu jener nach Geschlecht – aufgrund unterschiedlicher kantonaler Bildungsstrukturen.

Keywords of contribution VII

Zugangschancen; Gymnasium; Sekundarstufe II; kantonale Unterschiede; institutionelle Faktoren